



JUIN 2014

CONVENTION CITOYENNE
DES MUSULMANS DE FRANCE
POUR LE VIVRE-ENSEMBLE

[الميثاق]

TEXTE EN FRANÇAIS ET EN ARABE
19 ARTICLES

Juin 2014

Convention Citoyenne
des Musulmans de France
pour le vivre-ensemble
[الميثاق]

PREAMBULE

LES MUSULMANS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

ARTICLE 1 : LA LAÏCITÉ, PRINCIPE DU VIVRE ENSEMBLE ET DE LA NON-DISCRIMINATION DES CITOYENS DE TOUTES CONFESSIONS

ARTICLE 2 : CITOYENNETÉ

ARTICLE 3 : LA FEMME MUSULMANE

ARTICLE 4 : LA JEUNESSE MUSULMANE

ARTICLE 5 : LES TENUES VESTIMENTAIRES

ARTICLE 6 : LE RESPECT D'AUTRUI

ARTICLE 7 : BIOÉTHIQUE MUSULMANE

ARTICLE 8 : RÉFORME ET REVIVIFICATION

ARTICLE 9 : LES MUSULMANS DE FRANCE FACE AU RADICALISME, À L'EXTRÉMISME ET À LA VIOLENCE

LE CFCM ET LES ATTENTES DES MUSULMANS DE FRANCE

ARTICLE 10 : L'ISLAMOPHOBIE

ARTICLE 11 : L'ORGANISATION DU CULTE MUSULMAN EN FRANCE

ARTICLE 12 : LA FORMATION DES IMAMS ET DES CADRES RELIGIEUX

ARTICLE 13 : LE CALENDRIER MUSULMAN ET LES FÊTES RELIGIEUSES

ARTICLE 14 : L'ORGANISATION DU PÈLERINAGE (HAJJ)

ARTICLE 15 : LES RITES ALIMENTAIRES

ARTICLE 16 : LE DIALOGUE INTER-RELIGIEUX

ARTICLE 17 : LES AUMÔNERIES

ARTICLE 18 : CIMETIÈRES ET CARRES MUSULMANS

ARTICLE 19 : LA RECONNAISSANCE ET LE RESPECT DE LA MÉMOIRE DES MUSULMANS TOMBES AU CHAMP D'HONNEUR

Convention Citoyenne des Musulmans de France pour le vivre-ensemble [الميثاق]

En mesure d'assumer sa responsabilité dans tous les domaines de la vie de la société, la communauté musulmane de France affirme son identité, sa culture et sa religion. Elle aspire à mieux préciser sa place, son rôle et sa contribution dans la société.

Rejetant le repli communautariste, les musulmans de France projettent tous leurs efforts dans une communauté de destin portée par une intégration juste, loyale et solidaire.

L'Islam s'il est unique en sa doctrine, il est multiple dans son histoire et ses expériences. En France, il adopte comme principe fondateur le respect des règles et des lois républicaines. Elles fondent le vivre ensemble et assurent l'épanouissement harmonieux des hommes et des femmes de ce pays.

Les musulmans de France aspirent à l'union de tous, sans distinction d'origine ethnique, nationale, linguistique ou d'obédience d'écoles ou schismatiques. Ils considèrent la laïcité comme un acquis majeur du vivre ensemble et de la non-discrimination des citoyens.

Les musulmans de France désirent se joindre au mouvement de renouveau et de reviviscence de la pensée religieuse de l'Islam¹. Ils s'inspirent des grands réformistes musulmans. Le Renouveau s'entend comme une action de "contextualisation", dans le temps et dans l'espace, de la compréhension de la religion et l'ajustement de son application dans une société en perpétuel développement et transformation.

Prônant la tolérance religieuse et un dialogue avec l'État et les cultes, les musulmans de France affirment leur aspiration à une identité culturelle et religieuse authentique dans la liberté et dans le cadre des institutions.

Les musulmans de France désirent réaliser leur unité et manifester leur expression pour et par eux-mêmes dans les débats et questions qui les concernent :

- L'Islam est parfaitement compatible avec les lois de la République. Nul besoin de texte nouveau, d'adaptation législative ou d'évolution jurisprudentielle : l'Islam trouve tous ses repères dans le droit commun.

¹ Coran XIII-11 : « ... Allah **ne change rien** d'une communauté sans que chacun des individus qui la compose **n'ait changé** en lui-même. »

S'adressant à son peuple, Shu'aib dit : « **O mon peuple ! ... Je ne veux que la réforme (Islâh),** autant que je le puis. Et ma réussite ne dépend que d'Allah » Coran XI-88

- Vivant dans le temps et l'espace de leur société, les musulmans de France affirment leur volonté d'ouverture et de paix dans le rejet de la violence et la condamnation de toute menée subversive, terroriste ou criminelle. Tout musulman doit avoir à cœur de se démarquer nettement de l'extrémisme. Les lieux de culte et les mosquées ne sont dédiés qu'à l'adoration de Dieu, et à rien d'autre. Les musulmans de France appellent les pouvoirs publics à conjuguer leurs efforts avec les familles musulmanes et les responsables religieux pour juguler les actions, subversives et radicales, qui ternissent l'image de la religion musulmane.
- Les musulmans de France aspirent à vivre leur foi dans un cadre digne et reconnu, respectueux de la loi. La visibilité du culte ne devrait susciter ni aversion ni provocation.
- Les musulmans de France appellent à la reconnaissance des aspirations de sa jeunesse, qui souffre d'inégalité dans son accès à l'éducation et au travail.
- Les musulmans de France reconnaissent pleinement l'égalité entre l'homme et la femme. Ils appellent à l'épanouissement personnel et professionnel des femmes musulmanes, dans le cadre de la loi.
- Les musulmans de France considèrent que le voile est une prescription religieuse. Si nombre d'entre eux ont pu vivre la loi sur l'interdiction du port du voile à l'école publique comme une injustice, ils respectent les choix de la communauté nationale. Les musulmans de France, suivant la position adoptée par la majorité des théologiens musulmans, considèrent que le port du « voile intégral » n'est pas une obligation religieuse.
- Les musulmans de France voient avec inquiétude la multiplication des actes anti-musulmans et la récurrence d'un discours islamophobe chez les acteurs sociaux et politiques. Ils demandent aux pouvoirs publics de rester vigilants face à cette dérive préoccupante. Ils reconnaissent devoir s'impliquer pour modifier l'image de l'Islam dans la société.
- Les musulmans de France rejettent le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Ils dénoncent toute forme de stigmatisation ou de discrimination liées à la religion.
- L'Islam recommande la science et honore les savants. La bioéthique musulmane a pour principe le respect de la vie. Le médecin, homme ou femme, est pleinement responsable de ses malades. On ne peut récuser ni l'un ni l'autre. La bioéthique musulmane pose pour principe que l'embryon a le même statut que la personne vivante, dès la fécondation. En outre, la procréation médicalement assistée n'est licite que dans la mesure où la filiation légitime est respectée. Le suicide, l'euthanasie sont interdits.
- Les Musulmans de France tiennent à préserver et à entretenir la mémoire des leurs qui se sont sacrifiés pour la France, qui par le sang versé durant les guerres nationales, qui par leur travail pour l'édification de son économie, sont les véritables fondateurs de l'Islam de France.

LES MUSULMANS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

ARTICLE 1 : LA LAÏCITÉ, PRINCIPE DU VIVRE ENSEMBLE ET DE LA NON-DISCRIMINATION DES CITOYENS DE TOUTES CONFESSIONS

Le principe de la laïcité fait de la France une République, neutre envers les religions et respectueux de la liberté de conscience.

En conséquence, la France assure à tous les citoyens la liberté de croire ou de ne pas croire, de pratiquer ou de ne pas pratiquer une religion.

Dans ce cadre, l'apport des concitoyens de confession musulmane se confirme de jour en jour. Cette contribution positive s'illustre dans les domaines économique, politique, scientifique, culturel, sportif, artistique et bien d'autres encore....

Malgré les confusions, la devise de la République demeure : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Les musulmans de France sont attachés à :

- La liberté de croyance pour tous les citoyens,
- L'égalité entre tous les citoyens au-delà de leur origine ou de leur religion,
- La fraternité entre les différentes composantes de la communauté nationale.

Les musulmans de France n'aspirent qu'à vivre sereinement et paisiblement leur spiritualité, en évitant toute provocation et en refusant toute stigmatisation.

Les musulmans ont également besoin d'ouverture. Ils ont besoin de s'ouvrir à la société dans laquelle ils vivent, ainsi qu'à toutes ses composantes religieuses, culturelles, syndicales, politiques, etc. Une telle ouverture à l'autre, rejetant toute forme d'archaïsme, ne peut avoir que des retombées positives sur la société.

ARTICLE 2 : CITOYENNETÉ

Les musulmans de France se reconnaissent pleinement dans le concept de citoyenneté, entendu comme le fait pour une personne, d'être reconnue comme membre d'un Etat, nourrissant un projet commun auquel il souhaite prendre une part active. La citoyenneté comporte des droits civils et politiques et des devoirs civiques définissant le rôle du citoyen de toute confession, au sein d'une société et face aux institutions.

La citoyenneté symbolise le respect des droits et devoirs du citoyen français musulman au sein de la société française. Chaque citoyen musulman se doit de respecter la citoyenneté telle qu'elle est établie par les lois françaises de la République. Celle-ci reconnaît la diversité et la pluralité de la société, ne faisant aucune distinction entre les croyants ou non. Elle prône la solidarité, l'égalité et la tolérance.

Le Droit de Vote est un outil fondamental et indispensable à l'intégration des musulmans de France. Il véhicule un fort sentiment d'appartenance à une société, à une communauté nationale. Au-delà de ce qu'il représente, ce droit de Vote confère une position sociale reconnue au sein de la société. Il favorise également une participation constructive aux différents sujets de société concernant les musulmans français. Les musulmans aspirent à participer aux débats nationaux du pays.

Les musulmans sont en droit de revendiquer que leur citoyenneté ne puisse être assimilée à une citoyenneté de seconde zone ou de faire l'objet d'une quelconque remise en cause. Le musulman est d'abord un citoyen. Il affirme ou non, ensuite, son appartenance religieuse.

ARTICLE 3 : LA FEMME MUSULMANE

Au début de l'Islam, les femmes ont acquis et mérité une personnalité juridique entière. En effet, le Coran confère une égalité totale aux femmes et aux hommes². À rebours des récurrentes accusations non fondées qui pèsent sur l'Islam, la femme musulmane jouit d'un rôle primordial dans la société.

En France, l'égalité homme femme ne heurte en rien la conception musulmane. Bien au contraire, depuis l'avènement de l'islam et dans les temps modernes, les principaux défenseurs de la place de la femme musulmane dans la société contemporaine ont toujours favorisé son épanouissement.

ARTICLE 4 : LA JEUNESSE MUSULMANE

L'avenir et la réussite des jeunes musulmans font partie intégrante des aspirations des musulmans de France.

La communauté musulmane lutte contre de nombreux handicaps liés aux difficultés rencontrées par sa jeunesse (difficultés, situation précaire des jeunes, travail, discrimination, islamophobie, racisme, fléaux sociaux).

Au-delà de cette difficulté, une composante importante de la communauté réussit de plus en plus à intégrer de Grandes Écoles et obtient à la fin de ses études des diplômes et des postes importants, en tant que cadres au sein de grandes entreprises, dans de grands groupes ou encore même au sein de divers partis politiques.

Quotidiennement, les jeunes musulmans apportent la preuve que l'islam n'est pas le problème de la démocratie. Nourris de leurs références religieuses et culturelles authentiques, ils s'affirment pleinement comme citoyens du troisième millénaire.

Néanmoins, deux obstacles majeurs s'opposent à leur épanouissement. L'école publique peine à faire réussir les enfants issus des milieux les moins privilégiés, particulièrement ceux issus de l'immigration. Par ailleurs, la situation de crise économique dans les banlieues et cités des grandes villes françaises, aggravée par un taux de chômage chronique, constitue un handicap pour l'insertion sociale des jeunes musulmans de France.

ARTICLE 5 : LES TENUES VESTIMENTAIRES

Pour la plupart des musulmanes, une tenue vestimentaire adéquate traduit, comme pour les autres religions, la dignité et la conformité à la tradition religieuse.

² « Et les femmes ont des droits sur les hommes semblables à ceux que les hommes ont sur elles » (Coran,2:228)

Le voile est une prescription qui recommande au Prophète de « *dire à ses femmes, à ses filles et aux femmes des croyants* » (Coran 33-59), de l'arborer pour la réserve qu'il leur impose.

Si nombre de musulmans de France ont pu vivre la loi sur l'interdiction du port du voile à l'école publique comme une injustice, ils respectent les choix de la communauté nationale.

Concernant le port du voile intégral, il convient de rappeler que la France a adopté une loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. À cette occasion, le CFCM a rappelé à plusieurs reprises la position adoptée par la majorité des théologiens musulmans qui stipule que le port du voile intégral n'est pas une obligation religieuse.

Tout au long des débats sur le port du voile intégral, le CFCM a clairement affiché son opposition à cette pratique et sa détermination à continuer d'œuvrer par le dialogue et l'éducation pour qu'elle ne s'installe pas sur le territoire national.

Le CFCM réaffirme que les musulmans de France aspirent comme tous leurs concitoyens, à pratiquer leur culte et vivre leur spiritualité dans le respect des lois et des valeurs de la République auxquelles ils sont profondément attachés.

ARTICLE 6 : LE RESPECT D'AUTRUI

L'Islam recommande le respect des institutions et des personnes civiles ou morales.

Les dégradations, les incivilités, les impolitesses ou l'agressivité sont condamnables par la morale islamique élémentaire.

Tous les cultes, toutes les croyances et toutes les personnes quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse vivent libres et respectés en France.

La loi musulmane est conforme à l'acceptation de la diversité du genre humain.³

ARTICLE 7 : BIOETHIQUE MUSULMANE

L'Islam recommande la science et honore les savants.

Le musulman veille à l'instruction de ses enfants garçons et filles selon la loi. L'enseignement religieux est réservé à des horaires qui n'interfèrent pas sur l'obligation de scolarité.

Combattre l'ignorance, porteur de fanatisme et d'intolérance, est du devoir de tout croyant. La science rapproche de Dieu.

³ « *Ô hommes ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, afin que vous vous connaissiez les uns, les autres.* »

Coran 49-13 Al-Hujarat

La science médicale se propose comme objectif de guérir, de soulager et surtout de ne pas nuire à l'être humain. Le musulman a le devoir de se soigner et d'espérer consolation et apaisement de Dieu seul.

La bioéthique musulmane a pour principe le respect de la vie (Coran V, 32), la légitimité de donner de soi (sang, organes, tissus) en tant qu'actes méritoires (*Hassanates*) et d'en recevoir pour se soigner.

La procréation médicalement assistée n'est licite que dans la mesure où la filiation légitime est respectée. Le suicide, l'euthanasie sont interdits.

L'embryon a le même statut que la personne vivante dès la fécondation.

Le médecin, homme ou femme, est pleinement responsable de ses malades et on ne peut récuser ni l'un ni l'autre.

Le clonage est une manipulation contraire à la nature et aux règles de l'Islam (perpétuation naturelle de l'espèce humaine).

Dans tous ces domaines, le principe juridique de l'intentionnalité « *Al Maqasid* » ou fins ultimes d'une action thérapeutique est requis.

De même, la protection de la vie, le principe de la parenté légitime sont retenus comme bases des règles de la bioéthique musulmane.

En matière génétique le principe du génome humain est qu'il appartient à toute l'humanité et qu'il n'est pas brevetable; c'est ce qui est retenu dans l'Islam.

ARTICLE 8 : RÉFORME ET REVIVIFICATION

Dans notre époque contemporaine, il incombe aux musulmans de fournir l'effort intellectuel nécessaire en vue de revivifier la pensée islamique selon le terme utilisé par Abû Hâmid al-Ghazâlî (m 1111) ou encore en vue d'un renouveau et d'une reconstitution de la pensée religieuse selon les termes utilisés par Mohamed Iqbâl (1877-1938).

Le Renouveau correspond à une action de "contextualisation" dans le temps et dans l'espace, pour la compréhension de la religion et l'ajustement de son application dans une société et une réalité en perpétuel développement et transformation.

Les musulmans de France doivent s'inspirer des expériences de leurs prédécesseurs et œuvrer dans le sens d'une Réforme qui tient compte des spécificités de leur époque et de la société dans laquelle ils vivent.

Les musulmans de France se rattachent à la tradition des mouvements réformistes unanimement reconnus : Al-Afghânî (1839-1897), Mohamed Abdou (1840-1905), Rachîd Rédhâ (1864-1935), Malek Bennabi qui a traité des conditions de la renaissance en examinant aussi les causes du déclin de la civilisation islamique en s'inspirant de quelques versets coraniques comme : « *En vérité, Dieu ne change rien d'une communauté tant que chaque membre qui la compose ait changé en lui-même* » Coran, XIII, 11.

Dans cette perspective, Mohamed Abdou affirmait : « L'islâm a condamné l'imitation servile et aveugle (*taqlîd*) en matière de croyance et a sauvé la raison de son engourdissement car l'homme par nature est conduit par la science et la raison sur la voie de la connaissance ».

Cet effort de réflexion en vue d'opérer le changement est lui aussi une sorte d'ijtihad où effort de réflexion personnel fourni par l'autorité compétente en vue de l'extraction des normes juridiques à partir des textes. Il ne concerne pas la doctrine de l'islam mais est d'ordre politique et social à travers une relecture des textes fondamentaux afin de reconstituer la pensée religieuse de l'islam comme l'affirmait Mohamed Iqbâl.

Au cours de son dernier discours⁴ à la communauté musulmane, le Prophète (PSL) lui a vivement recommandé le perpétuel souci de se renouveler en permanence et de veiller sur ses propres composantes.

ARTICLE 9 : LES MUSULMANS DE FRANCE FACE AU RADICALISME, A L'EXTREMISME ET A LA VIOLENCE

L'islam prône « une communauté du juste milieu » (al wasatiyya Coran II-143).

Les lieux de culte et les mosquées ne sont dédiés qu'à l'adoration de Dieu et à rien d'autre. (Coran 72-18).

Contrairement à une idée répandue, le mot « *Jihâd* » signifie notamment la lutte et l'effort sur soi-même, en accomplissant le bien. Cette action a surtout une dimension spirituelle, consistant à œuvrer de son mieux pour accomplir le bien. Dans le Coran, ce mot est employé sous ses différentes formes à 33 reprises.

Les menées politiques, idéologiques ou activistes, instrumentalisant ainsi le religieux, ne peuvent que dénaturer le message et la vie des musulmans de France, soucieux avant tout de s'intégrer à la société française dont ils font pleinement partie.

Les musulmans de France sont inquiets par l'attractivité des thèses radicales auprès d'une fraction de la jeunesse en quête de sens, confrontée à des injustices et inégalités. Cette voie radicale, qui s'apparente à une déviance, profite des fragilités personnelles et recourt souvent à la manipulation et au dévoiement des textes sacrés. Il est impératif que les musulmans dans leur ensemble se mobilisent afin que la jeunesse puisse retrouver le chemin d'un islam apaisé.

Les institutions, les élites et les pouvoirs publics doivent conjuguer leurs efforts avec les familles musulmanes pour juguler ces actions subversives qui ternissent l'image de la religion musulmane.

Les musulmans dans leur totalité récusent la violence et font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter que leurs jeunes succombent aux messages délétères qui incitent notamment à la violence ou au fanatisme.

⁴ Discours de l'adieu

Les Musulmans de France souhaitent mener une vie paisible et sereine, loin de toutes violences, dans l'intérêt même des générations à venir.

Il est impérieux que cette problématique soit appréhendée dans toutes ses dimensions économiques et sociales.

LE CFCM ET LES ATTENTES DES MUSULMANS DE FRANCE

ARTICLE 10 : L'ISLAMOPHOBIE

Régulièrement l'Islam est stigmatisé, présenté comme une religion incompatible avec la laïcité ou la démocratie. Certains écrits l'accusent même d'être une menace pour l'identité française.

Si les musulmans de France approuvent la libre critique, ils récusent en revanche l'injure, la diffamation ou l'incitation à la haine religieuse.

L'Islamophobie ou les actes antimusulmans sont l'affaire de tous.

Les musulmans de France souffrent aujourd'hui de :

- L'image très négative de l'Islam et des musulmans véhiculée dans l'actualité médiatique, basée sur une information nationale et internationale exposant des situations graves, réelles ou présumées.
- La montée d'un certain radicalisme islamique qui nuit d'abord aux citoyens français de confession musulmane qui se sentent « otages » par des tentatives certes marginales mais fortement médiatisées d'imposer la vision d'un islam présenté comme intolérant, belliqueux, voire sanguinaire, encourageant un repli sur soi, communautariste et exclusiviste, non représentative des dynamiques sociales dans les communautés musulmanes.
- La méfiance mutuelle, à l'échelle de la communauté nationale, directement liée à une méconnaissance de l'Islam par les non-musulmans et de l'attente de la population d'une plus grande conformité culturelle de la part de leurs concitoyens musulmans. Ce climat s'est installé progressivement et le 11 septembre 2001 a été un de ses catalyseurs.
- La promotion de discours populistes de certains leaders d'opinion en recherche pour certains de victoire électorale, de visibilité politique et médiatique ou de construction d'un plan de carrière personnel. Cette rhétorique, surfant très souvent sur les peurs, a engendré des clivages et des préjugés fortement ancrés dans la conscience collective rendant indéniablement plus difficile le dialogue.
- Les discriminations structurantes dans notre société dans les secteurs de l'enseignement, de l'emploi, du logement, des loisirs... qui deviennent des obstacles à la participation réelle de toutes et tous à la société.

Au-delà des clichés et des préjugés que certains médias malintentionnés peuvent colporter, au-delà des attaques et des campagnes que certains milieux islamophobes peuvent développer, les musulmans ne peuvent rester insensibles aux peurs et aux inquiétudes exprimées dans les débats actuels par certains de leurs concitoyens.

Les musulmans doivent s'interroger sur l'image qu'ils projettent dans la société. En définitive, les musulmans ne peuvent se dédouaner de leur propre part de responsabilité dans l'existence et le développement de ces sentiments, même si ceux-ci sont souvent irrationnels.

Le 17 juin 2010, le Conseil Français du Culte Musulman a signé avec le Ministre de l'Intérieur une Convention-cadre pour la mise en œuvre d'un suivi statistique et opérationnel des actes hostiles aux musulmans de France.

Le 23 juin 2011, le CFCM a mis en place l'Observatoire de l'Islamophobie, qui depuis, recense et suit toutes les formes d'actes délictueux visant les musulmans de France sur l'ensemble du territoire national. Le CFCM appelle les Institutions musulmanes à apporter leur concours à l'Observatoire de l'Islamophobie du CFCM.

ARTICLE 11 : L'ORGANISATION DU CULTE MUSULMAN EN FRANCE

L'absence de hiérarchie ecclésiastique dans l'Islam a conduit le culte musulman à s'organiser autour d'une instance représentant le Culte musulman de France : le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM).

Inaugurée en 2003, cette institution représente un progrès sans précédent et regroupe en son sein des Fédérations de mosquées, des mosquées régionales, des associations culturelles et des personnalités notables qui constituent l'Assemblée Générale du CFCM. Ses représentants sont élus, pour un mandat de 6 ans.

Le principe de l'alternance et d'une direction collégiale a permis aux responsables du CFCM de se rassembler autour des mêmes valeurs, dans l'intérêt de la communauté musulmane de France.

ARTICLE 12 : LA FORMATION DES IMAMS ET DES CADRES RELIGIEUX

Depuis sa création, la formation des Imams et des Cadres religieux fait partie des principales priorités du CFCM.

Cette Formation devient une nécessité impérieuse, au vu des besoins grandissants d'encadrement et d'orientation de la communauté musulmane.

En effet, l'Imam est en contact direct et permanent avec les fidèles dans les mosquées et dans les lieux de culte. À ce titre, l'Imam joue un rôle important dans l'accompagnement de la communauté et dans la transmission aux jeunes et aux moins jeunes des valeurs d'ouverture, de tolérance et de modération, dans le respect des lois et des valeurs de la République.

La Formation des Imams et des Cadres religieux doit se faire suivant deux axes :

- **Formation religieuse et théologique** : cette formation doit être assurée par les musulmans eux-mêmes, à travers les Fédérations qui composent le CFCM.

- **Formation profane et généraliste** : cette formation peut s'organiser en partenariat avec des Instituts de Formation spécialisés dans ce domaine.

Le CFCM mène une réflexion pour subvenir à l'ensemble de ces besoins de Formation des Imams et des Cadres religieux en France.

ARTICLE 13 : LE CALENDRIER MUSULMAN ET LES FÊTES RELIGIEUSES

Calendrier musulman :

Le 9 mai 2013, le CFCM a finalisé la mise en place d'un calendrier lunaire basé sur le calcul et conforme aux principes et aux finalités du droit musulman. Cette initiative a été prise sur la recommandation insistante de ses Fédérations qui œuvrent activement pour l'unité des Musulmans de France.

Constatant que les différentes méthodes proposées et utilisées à travers le monde, convergeaient sur la quasi-totalité des dates, il a été convenu de retenir la règle qui a été soutenue par l'ensemble des pays musulmans et qui tient compte des conditions de l'observation de la lune et du principe consistant à entamer le mois lunaire si la nouvelle lune est observable.

Toutefois, la mise en place d'une telle démarche nécessite une grande pédagogie et un très fort accompagnement de la communauté musulmane de la part du CFCM et des mosquées qui lui sont affiliées.

Dans ce cadre, et afin de préserver l'unité des Musulmans de France, le CFCM a décidé de maintenir les rencontres traditionnelles de la veille du début de Ramadan et de l'Aïd El Fitr qui continuent d'être organisées, comme à l'accoutumée, dans l'ensemble des mosquées de France.

À l'issue de sa réunion traditionnelle à la veille du début et de la fin du Ramadan, le CFCM confirmera d'une manière consensuelle et solennelle le début ou la fin du mois sacré du Ramadan.

Pour permettre aux musulmans de France de mieux organiser leur vie culturelle et leur faciliter sur le plan pratique le déroulement de ses différents moments, il a été convenu qu'au début de chaque année hégirienne (1er Muharram), le CFCM éditera le calendrier annuel comportant les dates prévisionnelles du début et de la fin du Ramadan et toutes les fêtes et manifestations religieuses.

Toujours dans le souci de mieux consolider l'unité des musulmans de France, les Fédérations composantes du CFCM expriment leur volonté de procéder dans les mois à venir à l'harmonisation des Heures de Prières rituelles.

Fête de Aïd-al-Adha :

L'*Aïd El Kébir* (grande fête) ou l'*Aïd al Adha* (fête du sacrifice) est dans l'islam une grande fête qui a lieu suivant le calendrier lunaire le 10 du mois *Dhou-Lhijja*, c'est-à-dire le 12^{ème} mois lunaire qui est également le mois du pèlerinage à la Mecque.

Le CFCM incite les Musulmans de France à partager ce grand moment de bénédiction, de fraternité et de solidarité avec l'ensemble de la communauté nationale.

Les capacités des abattoirs étant limitées, le CFCM recommande d'étaler l'abattage sur les trois jours de L'Aïd al-Adha.

Le sacrifice par délégation est autorisé de façon unanime. Il est largement pratiqué, notamment, par les pèlerins le jour de l'Aïd al-Adha.

Par ailleurs, le sacrifice doit s'effectuer dans les abattoirs agréés par les Pouvoirs Publics, dans le strict respect de la réglementation en vigueur et des principes religieux qui régissent l'abattage rituel.

ARTICLE 14 : L'ORGANISATION DU PÈLERINAGE (HAJJ)

Le Pèlerinage est le cinquième pilier de l'Islam et le Coran le rend obligatoire pour toute personne responsable qui en a la capacité financière et physique.

Tout musulman doit s'efforcer, s'il en est capable, d'accomplir au moins une fois dans sa vie le Pèlerinage à la Mecque (*al Hajj*). Il vise à purifier l'âme des souillures des péchés pour devenir digne de la grâce divine sur terre et dans l'au-delà.

Le Pèlerinage se déroule pendant le dernier mois de l'année lunaire, celui de *Dhu al-Hijja*. Il n'est cependant pas nécessaire d'accomplir ce devoir plusieurs fois dans sa vie.

Le CFCM recommande aux acteurs concernés de veiller à rationaliser l'organisation du Pèlerinage pour les Musulmans de France et à ce que le pèlerinage s'effectue en conformité avec les lois sanitaires, dans le respect du rituel religieux éminemment.

ARTICLE 15 : LES RITES ALIMENTAIRES

Les préceptes relatifs à l'alimentation constituent des devoirs bien identifiés par le Coran. On relève 24 versets qui contiennent des prescriptions alimentaires.

Pour que la viande soit « Halal », c'est-à-dire licite et consommable par le musulman, le sacrifice doit être rapide pour être le moins douloureux possible. Le sang doit être évacué et le sacrificateur musulman doit prononcer la formule religieuse en égorgeant l'animal, la tête tournée vers la Mecque.

C'est la spécificité de cet abattage qui permet de certifier la qualité de « viande Halal ».

Le CFCM recommande aux acteurs concernés de rationaliser l'organisation de l'Abattage rituel et fiabiliser les engagements pris par les différents Opérateurs qui interviennent sur toute la chaîne de production, afin de garantir aux Musulmans de France la conformité des produits certifiés « Halal » qui sont proposés aux consommateurs musulmans.

ARTICLE 16 : LE DIALOGUE INTER-RELIGIEUX

Le CFCM inscrit parmi ses objectifs et ses priorités « *d'encourager le dialogue entre les Religions* » en France.

Le CFCM veille à ce que les conflits des pays étrangers ne soient pas importés sur le territoire pour ne pas attiser la haine entre les différentes communautés présentes sur le territoire français.

L'Islam dans sa vocation n'entend pas imposer sa vérité, ni forcer quiconque à adopter sa croyance et ses rites. L'Islam respecte la foi d'autrui dans la tolérance et le dialogue. L'Islam nourrit le respect « des Gens du Livre ». La liberté de conscience est chose tellement recommandable que les monastères, les églises, les synagogues tout comme les oratoires des Musulmans sont dignes de protection à l'encontre des impies.

⁵

La Sourate (21-40) du Coran affirme :

« ... Si Allah ne repoussait pas les gens les uns par les autres, des ermitages seraient démolis, ainsi que des églises, des synagogues, des mosquées où le nom d'Allah est beaucoup invoqué ... »

ARTICLE 17 : LES AUMÔNERIES

Les trois Aumôneries, Armée, Hôpitaux et Prisons doivent travailler en parfaite coordination avec les instances du CFCM afin de former et de répartir les cadres religieux sur ces différentes Aumôneries.

Aumônerie des Prisons :

L'aumônerie nationale des centres pénitentiaires de France exerce diverses missions relatives au culturel. Elle a également pour mission de prévenir et de contrôler toute forme de radicalisme par le biais de l'enseignement religieux.

Le budget de l'aumônerie nationale des prisons est abondé par les fidèles eux-mêmes, qui par leurs dons financiers ou matériels contribuent au bon fonctionnement de cette structure.

Le 17 septembre 2006, le CFCM a créé l'**Aumônerie nationale des Prisons**. L'Aumônerie dispose à ce jour de 164 aumôniers régionaux qui agissent sur l'ensemble du territoire. Face à une demande croissante, le CFCM encourage les vocations d'aumônier musulman des prisons.

Aumônerie des Armées:

Les Aumôniers Militaires assurent le soutien religieux des personnels de la Défense qui le souhaitent dans les lieux où les Armées exercent leurs missions.

⁵ Sourate XXII, 40-41.

L'Aumônerie Musulmane des Armées a été créée par le CFCM en 2005. Une Direction de l'Aumônerie Militaire Musulmane a été mise en place au sein du Ministère de la Défense.

Aumônerie des Hôpitaux :

L'Aumônier musulman dans l'Hôpital apporte un réconfort moral et un soutien spirituel aux patients et aux malades de confession musulmane.

Il doit faire face à une demande croissante d'accompagnement des personnes, notamment en fin de vie ou en phase terminale de maladies incurables.

Il veille à l'application et au respect du code français de la santé publique.

ARTICLE 18 : CIMETIERES ET CARRES MUSULMANS

Les musulmans veillent, avec les autorités municipales, et en conformité avec la circulaire de 1991 préconisant la création des carrés musulmans, à solliciter dans les cimetières de la localité, des carrés musulmans pour subvenir aux besoins sans cesse croissants d'inhumation.

La génération actuelle inhume de plus en plus ses proches sur le territoire. Les traditions musulmanes qui prévoyait que le défunt musulman soit enterré dans son pays d'origine ont évolué et les besoins se font ressentir au sein de la communauté musulmane qui souhaite de plus en plus obtenir des carrés musulmans au sein des cimetières sur le territoire national.

Cette volonté est une preuve d'intégration croissante.

L'orientation des futures tombes vers la Mecque est une pratique obligatoire de l'inhumation musulmane, reconnue par la circulaire de 1991.

ARTICLE 19 : LA RECONNAISSANCE ET LE RESPECT DE LA MÉMOIRE DES MUSULMANS TOMBES AU CHAMP D'HONNEUR

Les musulmans demandent la reconnaissance et le respect de la mémoire de leurs coreligionnaires tombés sur le champ d'honneur pour que la France soit libre et le demeure.

Inaugurée le 15 juillet 1926, la construction de la Grande Mosquée de Paris est un signe de reconnaissance de la France envers les musulmans de son empire colonial après la mort de nombre d'entre-eux lors de la première guerre mondiale.

Plus tard, ce symbole a été étendu par les autorités françaises aux sacrifices des dizaines de milliers de musulmans morts pour la France durant la première guerre mondiale, à Cassino en 1944, au Mexique en 1861, en Crimée en 1853 ou à Sedan en 1870.

Un mémorial rendant hommage aux musulmans morts pour la France a été dévoilé à la Grande Mosquée de Paris. Cette dynamique s'est poursuivie avec l'inauguration de ce mémorial le 18 février 2014 en présence du Président de la République.

المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية

نسخة يونيو 2014

ميثاق المواطنة لمسلمي فرنسا من أجل التعايش السلمي

تمهيد:

المسلمون في المجتمع الفرنسي

المادة الأولى: العلمانية هي أساس التعايش و عدم التمييز بين المواطنين من كل ملة و دين.

المادة الثانية: المواطنة.

المادة الثالثة: المرأة المسلمة

المادة الرابعة: الشباب المسلم

المادة الخامسة: المظهر و اللباس

المادة السادسة: احترام الآخر

المادة السابعة: القيم الأخلاقية- الطبية

المادة الثامنة: الاصلاح و التجديد

المادة التاسعة: المسلمون في فرنسا في مواجهة الأصولية و التطرف و العنف

المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية و تطلعات المسلمين في فرنسا

المادة العاشرة: معاداة الاسلام و المسلمين (الإسلاموفوبيا)

المادة الحادية عشرة: تنظيم الديانة الإسلامية في فرنسا

المادة الثانية عشرة: تكوين الأئمة و الإطارات الدينية

المادة الثالثة عشرة: التقويم الهجري و الأعياد الدينية

المادة الرابعة عشرة: تنظيم الحج إلى بيت الله الحرام

المادة الخامسة عشرة: أحكام الأطعمة و الأشربة

المادة السادسة عشرة: الحوار الديني

المادة السابعة عشرة: الإرشاد الديني

المادة الثامنة عشرة: المقابر الإسلامية

المادة التاسعة عشرة: تخليد ذكرى المسلمين الذين سقطوا على أرض القتال من أجل فرنسا

المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية

نسخة يونيو 2014

ميثاق المواطنة لمسلمي فرنسا من أجل التعايش السلمي

تمهيد:

تمثل الديانة الإسلامية في فرنسا ما بين خمسة إلى ستة ملايين نسمة و تعتبر الديانة الثانية في البلاد.

إنّ الجالية المسلمة بفرنسا بحكم نضجها الكامل و مسؤوليتها في جميع الميادين فإنها تعبر عن هويتها و ثقافتها و دينها و تطمح إلى إبراز مكانتها و دورها و مشاركتها الفعالة في المجتمع.

و رفضا للانطواء و الانغلاق على الذات فإن مسلمي فرنسا يبذلون كل جهودهم للمشاركة الفعالة في إطار تواجد مشترك و من خلال اندماج عادل و صادق تسود فيه روح التعاون.

إنّ الحرية الدينية و التعبير الطبيعي عنهما حقوق مضمونة في فرنسا و في العالم في إطار قواعد و قوانين مؤسساتية وطنية و أوروبية و دولية (ميثاق منظمة الأمم المتحدة). كل المعتقدات و التعبير عنها مكفولة إذاً لأصحابها بشرط أن لا يخل ذلك بمبدأ النظام العام.

و إذا كان الإسلام واحدا في عقيدته فهو متنوع بالنظر إلى تاريخه و تجارب اتباعه أما بالنسبة للمسلمين في فرنسا فإنهم يتبنون مبدأ احترام النظم و قوانين الجمهورية التي تؤسس و تؤطر التعايش السلمي و تكفل ازدهارا منسجما للرجال و النساء على حد سواء في هذا البلد.

إن مسلمي فرنسا يتطلعون و يطمحون إلى وحدة الجميع من غير تمييز قائم على الأصل العرقي أو الوطني أو اللغوي أو بحكم الانتماء المذهبي.

و من هذا المنطلق، فإنهم يعتبرون العلمانية مكسبا هاما لتحقيق التعايش السلمي و نبذ التمييز و التفريق بين المواطنين مهما كانت معتقداتهم و ذلك في إطار الحياد و عدم انحياز الدولة لدين على حساب الآخر (كما هو مقرر في قانون 1905 الذي ينص على فصل الدولة عن الدين).

إن مسلمي فرنسا، يدعون إلى التسامح الديني و الحوار المفتوح مع الدولة و الديانات الأخرى و من هذا المنطلق فإنهم يقررون احترامهم للتقاليد الفرنسية و قيم الأمة الفرنسية مع تطلعهم إلى اثبات هويتهم الثقافية و الدينية في إطار الحرية و قوانين الجمهورية العلمانية.

إنهم يرغبون في تحقيق وحدتهم و التعبير عن آرائهم بأنفسهم فيما يتعلق بالقضايا و النقاشات التي تخصهم. إن مسلمي فرنسا يرفضون أن يجعلوا من تنوعهم مظهرا للفرقة و الانقسام.

إنهم يرفضون كل أشكال العنصرية، و معارضة السامية و مشاعر الكره و ينددون بالعداوة للإسلام و المسلمين (الاسلاموفوبيا) و بكل أشكال و مظاهر التمييز المبنية على المعتقد أو الانتماء إلى الإسلام.

و مصداقا للتوجيهات القرآنية (السورة 13، الآية 11، السورة 11، الآية 88) فإن مسلمي فرنسا يتطلعون إلى حركة التجديد و إحياء الفكر الديني في الإسلام.

و نظرا للضغوط الناتجة عن الأزمة الاقتصادية و العولمة ، و ردا على تخوفات الجالية الوطنية فإن مسلمي فرنسا يسعون جاهدين لتكثيف الجهود للتوفيق بين ممارسة عادلة لشعائرهم الدينية و تعايش سلمي منسجم مع كل مكونات المجتمع.

ووعيا منهم بخصوصيات زمنهم و في الإطار الاجتماعي الذي يحتضنهم، فإنهم يعبرون عن إرادتهم في التفتح على الآخر و السلم مع نبذ كل أشكال العنف و ينددون بكل المحاولات الانقلابية الإرهابية أو الإجرامية.

إنّ كل مسلم يعيش تحت ظل قوانين الجمهورية يجب عليه ان يُظهر بكل قوة بعده عن كل أشكال التطرف.

إنّ إعطاء الوجه الصحيح للإسلام مسؤولية و مهمة المسلمين جميعا في فرنسا كما لا ينبغي أن تكون الممارسة العلنية لشعائر الإسلام سببا للعداء أو للاستقزاز.

إنّ مسلمي فرنسا يحرصون كل الحرص على تخليد ذاكرة ذويهم الذين ضحّوا بمئات الآلاف من أجل فرنسا و الذين قدموا دماءهم خلال الحروب الوطنية و ساهموا أيضا في تشييد اقتصاد بلدهم، و إنهم ليعتبرون بحق المشيدين الحقيقيين لصرح الإسلام في فرنسا.

إنهم يعيشون دينهم بكل اطمئنان في فرنسا دون تظاهر مفرط و يشعرون أنهم في بلدهم في ظل الجمهورية. و للأسف فإن أقلية نادرة و بالتواطئ مع وسائل الإعلام و القرارات السياسية يساهمون في تشويه صورة دين ينسجم تماما مع قوانين الجمهورية.

إننا لسنا بحاجة إلى نصوص جديدة أو تعديل تشريعي أو تطور فقهي فإن الإسلام يتكيف مع القانون العام.

على الدولة الفرنسية أن ترفع هذا الرهان المتمثل في التخلي عن اعتبار الإسلام ديناً للمهاجرين لتعتبره ديناً لفرنسا. و كما جاء في المادة 10 من بيان حقوق الانسان و المواطن المؤرخ في **1789/08/26** "فإنه لا ينبغي لأحد أن يضايق لأجل أفكاره حتى و لو كانت دينية ما دامت هذه الأخيرة لا تُخل بالنظام العام كمبدأ قانوني."

المسلمون في المجتمع الفرنسي

المادة الأولى: العلمانية هي أساس التعايش و عدم التمييز بين المواطنين من كل ملة و دين.

يتفق الجميع على أن مبدأ العلمانية يجعل من فرنسا جمهورية محايدة تماما تجاه الديانات و مستقلة عن كل تصور ديني. و من هنا فإنها تضمن لكل المواطنين حرية الاعتقاد أو عدم الاعتقاد و مزاوله الشعائر الدينية أو عدم مزاولتها.

أما أن الأوان لفرنسا للاعتراف بالمساهمة الإيجابية للإسلام و المسلمين على أرضها؟

إنّ إسهام المواطنين المسلمين يتأكد يوما بعد يوم. و تتجسد هذه المساهمة الايجابية على كل الأصعدة و في ميادين عدة: الاقتصادية و السياسية و العلمية و الثقافية و الرياضية و الفنية و في ميادين أخرى كذلك..

و رغم اللبس فإنه لا يجب على فرنسا – بلد حقوق الانسان- أن تتنكر لذاتها و ينبغي- أكثر من أي وقت مضى- أن يبقى شعارها : (الحرية- المساواة- الأخوة).

- حرية الاعتقاد لكل المواطنين.
- المساواة بين جميع المواطنين بغض النظر عن أصولهم و ديانتهم.
- الأخوة بين مختلف المكونات للأمة الوطنية.

إن مسلمي فرنسا لا يتطلعون إلاّ للعيش الهادئ في ظل الايمان بمبادئهم الروحية مع تجنب كل استفزاز و رفض كل تمييز عنصري.

إنهم أيضا بحاجة إلى تفتح على المجتمع الذي يعيشون فيه و على كل المكونات الدينية الأخرى و الثقافية و النقابية و السياسية. إنّ مثل هذا التفتح في نبذ كل مظاهر التقليد لا يمكن أن يكون إلاّ في مصلحة الجميع.

المادة الثانية: المواطنة

تعرف المواطنة أنها الاعتراف بشخص كعضو في دولة يساهم في مشروع عام مبديا رغبته في المساهمة الفعلية فيه.

و تتضمن المواطنة حقوقا مدنية و سياسية و كذلك واجبات مدنية تحدد دور المواطن من كل دين داخل المجتمع و تجاه مؤسساته و قوانينه. و ينص القانون الدستوري لعام 1958 على أنّ الدولة علمانية و أنها تكفل حرية الاعتقاد و التعبير عنه.

إن المواطنة تقتضي احترام حقوق و واجبات المواطن الفرنسي المسلم في المجتمع الفرنسي. كل مواطن مسلم مطالب باحترام المواطن كما هو مقرر في القوانين الفرنسية للجمهورية. و من جهتها تعترف هي بالتنوع و التعددية في المجتمع دون تمييز بين مؤمن و غير مؤمن، و إنها تدعو إلى التعاون و المساواة و التسامح.

و يعتبر حق التصويت أداة رئيسية و ضرورية لاندماج مسلمي فرنسا. إنه يغذي بقوة الشعور بالانتماء إلى مجتمع و إلى أمة.

و من وراء ذلك، فإن هذا الحق يخول لصاحبه وضعاً اجتماعياً معترفاً به داخل المجتمع و يسهم أيضاً في المشاركة البناءة مع كل العناصر الفعالة في المجتمع فيما يخص المسلمين الفرنسيين.

و من هذا المنظور فإنه غداً من الضروري أن يشارك المسلمون في النقاشات الوطنية داخل البلاد.

و من حق المسلمين أيضاً المطالبة بأن تكون مواظنتهم كاملة لا من الدرجة الثانية و بأن لا يشكك في وطنيتهم فإن المسلم مواطن قبل كل شيء سواء أعلن انتماءه الديني بعد ذلك أم لا.

المادة الثالثة: المرأة المسلمة

خلافاً للاتهامات الغير موضوعية التي تُحمّل الإسلام ما ليس منه، فإن الإسلام كان له دور وقائي و محرر في نفس الوقت لمصير النساء. فيفضل الإسلام استحققت الاعتراف بشخصيتها كاملة و باستقلاليتها القانونية. إن القرآن يقرر مساواة كاملة بين الرجال و النساء. قال تعالى:

" وَلَهُنَّ مِثْلُ الَّذِي عَلَيْهِنَّ " البقرة 228.

و إن المساواة بين النساء و الرجال في فرنسا لا تتصادم مع روح الإسلام بل بالعكس فإنه منذ ظهور الإسلام و في العصور الحديثة، فإن المدافعين عن حقوق المرأة و مكانتها في المجتمع المعاصر عملوا على ازدهارها في إطار قيم الحياء الإسلامية المذكورة في النصوص الإسلامية (من القرآن و السنة).

المادة الرابعة: الشباب المسلم

إن نجاح و مستقبل الشاب المسلم جزء لا يتجزأ من اهتمامات و تطلعات مسلمي فرنسا. و إن الجالية المسلمة ما فتئت تحارب ضد كل العوائق ذات الصلة بالصعوبات التي يواجهها الشباب المسلم من أوضاع متردية و مشاكل العمل و التوظيف و التمييز العنصري و الاسلاموفوبيا و الآفات الاجتماعية.

و لكن مع كل هذه الصعوبات فلا يجب ان ننسى أن شريحة هامة من الجالية المسلمة أثبتت نجاحها من خلال الالتحاق بالمدارس العليا و الحصول على شهادات و مناصب عليا بعد الدراسة و تبوئهم مناصب كإطارات سامية في المؤسسات الكبرى و في مختلف الأحزاب السياسية أيضاً.

و إنه يوماً بعد يوم، يبرهن الشباب المسلم على أن الإسلام لا يعد مشكلة بالنسبة للديمقراطية. و مع الحفاظ على قيمهم الدينية و الثقافية الأصيلة يثبتون أنفسهم كمواطنين في الألفية الثالثة.

و مع هذا فإن عائقين أساسيين يعترضان مسيرة ازدهارهم.

1- على مستوى التربية:

حسب الرأي العام، فإن المدرسة الفرنسية تبدو في كثير من الحالات غير قادرة على إنجاح الأطفال المنتمين إلى الأوساط البسيطة و خاصة من أبناء المهاجرين.

2- على المستوى الاقتصادي:

إنّ الأزمة الاقتصادية في المحافظات و أحياء المدن الفرنسية الكبرى بالإضافة إلى نسبة البطالة المرتفعة منذرة بالخطر.

المادة الخامسة: المظهر و اللباس

إنّ المظهر الخارجي و اللباس يعكس الكرامة و التشبث بالقيم الدينية الاسلامية كما هو الشأن بالنسبة لسائر الديانات.

إنّ الحجاب الذي يعكس حياء المرأة حكم شرعي يأمر النبي صلى الله عليه و سلّم أن يأمر به نساءه و بناته و نساء المؤمنين قصد عدم التعرض للأذى.

"يَا أَيُّهَا النَّبِيُّ قُلْ لَأَزْوَاجِكُمْ وَبَنَاتِكُمْ وَنِسَاءَ الْمُؤْمِنِينَ يُدْنِينَ عَلَيْهِنَّ مِنْ جَلَابِيبِهِنَّ ذَلِكَ أَدْنَى أَنْ يُعْرَفْنَ فَلَا يُؤْذَيْنَ وَكَانَ اللَّهُ غَفُورًا رَحِيمًا" سورة الاحزاب الآية 59

أما فيما يتعلق بالجلباب و الخمار فينبغي أن نذكر أن فرنسا تبنت قانونا بمنعه في الأماكن العامة.

و إثر هذا الأمر، فإن المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية ذكر في عدة مناسبات موقف جمهور العلماء الذي ينص على أن الخمار ليس واجبا شرعيا.

و قد بيّن المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية طوال مرحلة المناقشة حول الخمار معارضته لهذا الأمر و بيّن تصميمه على معارضة هذا العمل بالحوار و التربية حتى لا ينتشر على التراب الوطني.

إنّ المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية يقرر من جديد أن مسلمي فرنسا يتطلعون- كغيرهم من المواطنين- إلى ممارسة هادئة لشعائهم الدينية و قيمهم الروحية في إطار احترام قوانين و قيم الجمهورية التي يتشبثون بها بكل قوة.

المادة السادسة: احترام الآخر

إنّ الاسلام ينص على احترام المؤسسات و الأشخاص المدنيين و كل المؤسسات باعتبارها شخصيات معنوية.

و كل أعمال الإتلاف و الإضرار بالغير و السلوكات اللاحضارية و المخلة بالقيم الأخلاقية و العدوان مرفوضة و تعارض القيم الأخلاقية الاسلامية الأساسية.

كل الديانات و كل المعتقدات و كل الاشخاص مهما كانت أصولهم العرقية أو الدينية أحرار و محترمين في فرنسا.

إن الشريعة الإسلامية تقر التعددية في الجنس البشري.

قال تعالى: " يَا أَيُّهَا النَّاسُ إِنَّا خَلَقْنَاكُمْ مِنْ ذَكَرٍ وَأُنْثَىٰ وَجَعَلْنَاكُمْ شُعُوبًا وَقَبَائِلَ لِتَعَارَفُوا إِنَّ أَكْرَمَكُمْ عِنْدَ اللَّهِ أَتْقَاكُمْ إِنَّ اللَّهَ عَلِيمٌ خَبِيرٌ " سورة الحجرات، الآية 13.

المادة السابعة: القيم الأخلاقية- الطبية

إن الإسلام ينوه بقيمة العلم و العلماء و ينبغي للمسلم أن يحرص على تعليم أبنائه و بناته و تربيتهم وفقا لتعاليم الشرع الحنيف. و التعليم الديني يكون في أوقات تتخلل التعليم النظامي دون التأثير عليه.

و من واجب كل مسلم محاربة الجهل الذي يولد التطرف و عدم التسامح كما أن العلم يقرب العبد من ربه.

إن علم الطب يهدف إلى معالجة المرضى و تخفيف آلامهم و خاصة عدم التعرض للإنسان بالأذى. و يرشد الإسلام المسلم على وجوب التداوي مع انتظار الفرج و الشفاء من الله وحده.

إن قيم الأخلاق الطبية من المنظور الإسلامي تقوم على أساس احترام الحياة مصداقا لقوله تعالى: " مِنْ أَجْلِ ذَلِكَ كَتَبْنَا عَلَىٰ بَنِي إِسْرَائِيلَ أَنَّهُ مَنْ قَتَلَ نَفْسًا بِغَيْرِ نَفْسٍ أَوْ فَسَادٍ فِي الْأَرْضِ فَكَأَنَّمَا قَتَلَ النَّاسَ جَمِيعًا وَمَنْ أَحْيَاهَا فَكَأَنَّمَا أَحْيَا النَّاسَ جَمِيعًا وَلَقَدْ جَاءَتْهُمْ رُسُلُنَا بِالْبَيِّنَاتِ ثُمَّ إِنَّ كَثِيرًا مِّنْهُمْ بَعْدَ ذَلِكَ فِي الْأَرْضِ لَمُسْرِفُونَ " (المائدة، الآية 32). و مشروعية التبرع بالدم و الأعضاء و الخلايا باعتبار أنها أعمال مرضية عند الله و الاستفادة منها أيضا حالة العلاج.

- الانجاب عن طريق التلقيح الاصطناعي تحت الاشراف الطبي جائز بشرط أن لا يخرج عن إطار الزوجين الشرعيين للمحافظة على النسب. أما الانتحار و الموت عن طريق قطع الإمداد الاصطناعي فمحرم في الإسلام.
- يتمتع الجنين بنفس الحقوق التي يتمتع بها الانسان كاملة بدءا من مرحلة التلقيح.
- الاطباء، رجالا و نساء مسؤولون عن مرضاهم دون تمييز بينهم.
- عملية الاستنساخ مخالفة لقواعد الإسلام الذي يدعو إلى المحافظة الطبيعية على الجنس البشري. و في كل هذه الميادين يؤخذ أيضا بمبدأ مقاصد الشريعة كما أن المحافظة على الحياة و مبدأ الأبوة و الأمومة الشرعيين هما الأصل و القاعدة في علم القيم الاخلاقية الطبية الاسلامي.
- فيما يتعلق بعلم الجينات فإن الإسلام يقرر أن الجنس البشري و الأمشاج الطبيعية ملك للإنسانية لا يجوز التصرف فيه كملكية خاصة.

المادة الثامنة: الإصلاح و التجديد

الاجتهاد هو بذل الجهد الفكري من المجتهد المأهل لذلك لاستنباط الأحكام الشرعية من النصوص (القرآن و السنة).

و أصل هذه الكلمة (ج.ه.د) الذي يعطي معنى الجهد قد أخذ بعد ذلك معنى اصطلاحيا في مجال الفقه الاسلامي و بصفة خاصة في علم أصول الفقه.

ينبغي على المسلمين في عصرنا الحاضر أن يبذلوا الجهد الفكري اللازم و الضروري لإحياء الفكر الإسلامي حسب الاستعمال للامام الغزالي أبو حامد (505) أو التجديد حسب استعمال المفكر محمد إقبال (1877-1938) في كتابه (تجديد الفكر الديني في الاسلام)

و يدل التجديد على عملية تنزيل الاحكام على الواقع بحسب الظروف الزمانية و المكانية من أجل فهم الدين و تطبيق أحكامه في مجتمع متغير. إنَّ مسلمي فرنسا مطالبون بالاستفادة من تجارب سابقهم في هذا الميدان و العمل على الاصلاح مع الأخذ بعين الاعتبار خصوصيات العصر و المجتمع الذي يعيشون فيه.

و يمكن أن نذكر بهذا الصدد حركات الاصلاح المعترف بها بالاجماع:

جمال الدين الأفغاني (1838-1897)، محمد عبده (1840-1905)، رشيد رضا (1864-1935) و مالك بن نبي الذي اهتم بدراسة شروط النهضة و فحص أسباب الانحطاط في الحضارة الاسلامية مستلهما الآية الكريمة: " إِنَّ اللَّهَ لَا يُغَيِّرُ مَا بِقَوْمٍ حَتَّىٰ يُغَيِّرُوا مَا بِأَنْفُسِهِمْ وَإِذَا أَرَادَ اللَّهُ بِقَوْمٍ سُوءًا فَلَا مَرَدَّ لَهُ وَمَا لَهُمْ مِنْ دُونِهِ مِن وَّالٍ " (سورة الرعد، الآية 11).

و في هذا الإطار يقول محمد عبده: " إن الاسلام رفض التقليد الأعمى في الاعتقاد و حرر العقل... " نص الامام محمد عبده.

إن هذا الجهد الفكري من أجل إحداث التغيير يعتبر هو أيضا ضربا من الاجتهاد لا يمس جانب الاعتقاد و لكن ذو طبيعة سياسية و اجتماعية و ذلك من خلال قراءة جديدة للنصوص الأساسية من القرآن و السنة من أجل إعادة تشكيل الفكر الديني في الاسلام كما قرره محمد إقبال.

و في حجة الوداع و في خطبته صلى الله عليه و سلم للأمة حثها على التجديد الدائم و دراسة الثوابت الأساسية.

المادة التاسعة: المسلمون في فرنسا في مواجهة الأصولية و التطرف و العنف

إنَّ الاسلام يدعو إلى الوسطية لأن أمته هي أمة الوسطية قال الله تعالى: " وَكَذَٰلِكَ جَعَلْنَاكُمْ أُمَّةً وَسَطًا " (البقرة، 143).

إن المساجد و محلات العبادة مخصصة لعبادة الله وحده. قال الله تعالى: " وَأَنَّ الْمَسَاجِدَ لِلَّهِ فَلَا تَدْعُوا مَعَ اللَّهِ أَحَدًا " (الجن، 18).

إن التيارات السياسية و الايديولوجية و الحركية من خلال استعمالها للدين لأغراض ليست من مقاصده تسهم في تشويه رسالة و حياة المسلمين في فرنسا الذين يسعون جاهدين و قبل كل شيء للاندماج في المجتمع الفرنسي الذي يعتبرون جزءا لا يتجزأ منه.

إن المؤسسات و النخبة و المصالح العمومية يجب عليهم جميعا أن يوحدا جهودهم مع العائلات المسلمة للقضاء على هذه الحركات الهدامة التي تشوه صورة الاسلام.

إن المسلمين في غالبيتهم يرفضون العنف و يعملون كل ما في وسعهم لتجنب شبابهم الاستجابة لهذه الحركات الضارة التي تحث على العنف و التطرف. إن مسلمي فرنسا يتطلعون إلى حياة هادئة و آمنة و مستقرة بعيدا عن كل مظاهر العنف و ذلك في صالح الأجيال القادمة.

إنه من الواجب أن ندرس هذه الاشكالية في كل أبعادها الاقتصادية و الاجتماعية.

المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية و تطلعات المسلمين في فرنسا

المادة العاشرة: معاداة الاسلام و المسلمين (الإسلاموفوبيا)

إن الاسلام مستهدف دائما و يعرض على أنه دين يتعارض مع العلمانية و الديمقراطية، بل بعض الكتابات تتهمه بأنه تهديد للهوية الفرنسية، و يتخلل الرأي العام أحيانا بعض الأحكام المسبقة التي تعكس المعاداة للإسلام.

نعم، نحن مع النقد الحر البناء و لكننا نرفض الشتم و الطعن و الدعوة إلى الكراهية الدينية و العنصرية التي لا تقبل بحال من الاحوال و مهما كان المبرر.

و فيما يتعلق بالمسلمين أنفسهم، و من خلال المناقشات للقضايا الراهنة ينبغي أن يلفت نظرنا التساؤل التالي:

" لماذا تطرح هذه التخوفات المثيرة للقلق في فرنسا، البلد الذي يتمتع بتقاليد عريقة بشأن الاندماج و الكرم و التسامح؟

يجب أن يصدر الجواب ربما من المسلمين أنفسهم و هل أنهم يعيشون فعلا انسجاما بين أفعالهم و أقوالهم؟ و هل هم على المستوى المطلوب في التعامل مع القيم الاخلاقية التي يدعون إليها و يدافعون عنها؟

و بغض النظر عن كل الافكار المسبقة التي تروجها بعض وسائل الاعلام المغرضة و الاستفزات المعادية للإسلام التي نلمسها في بعض الأوساط، فإن المسلمين لا يمكنهم أن يبقوا في اللامبالاة تجاه المخاوف التي يعبر عنها المواطنون في النقاشات الراهنة.

ينبغي للمسلمين أن يتساءلوا عن الصورة التي يعطونها في المجتمع و لا يمكنهم على كل حال أن ينفوا و يتبرؤوا من نصيبهم من المسؤولية في ظهور هذه المشاعر المعادية للإسلام و إن كانت هذه الأخيرة غالبا ما تكون بعيدة عن الصواب و التعقل.

إن المسلمين بحاجة إلى إحياء فكرهم الديني و إصلاح سلوكهم بعيدا عن المساس بالثوابت و الأصول الإسلامية. لكن هذا الإحياء و الإصلاح يمكن أن يمس بعض الجوانب التي يمكن أن تخضع للاجتهاد حتى يمكنهم التعامل مع التحولات و التغيرات التي تحدث في المحيط الذي يعيشون فيه.

إن مشاعر المعاداة للإسلام و المسلمين و التصرفات الاستفزازية ضد المسلمين قضية الجميع و ينبغي لجميع الهيئات الإسلامية أن تساهم في عمل مرصد الإسلاموفوبيا داخل المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية.

و بعد فحص وضعية المواطنين الفرنسيين المسلمين في المجتمع الفرنسي يتبين ما يلي:

- الصورة السلبية المتداولة عبر وسائل الاعلام و التي تعتمد على أخبار وطنية أو دولية حقيقية أو مفترضة.
- تطور حركة الراديكالية الاسلامية التي تسيء أولا إلى المسلمين الفرنسيين و الذين يشعرون أنهم ضحايا هذه السلوكات الهامشية التي لا تمت بصلة إلى الإسلام الذي تقدمه و تعرضه وسائل الإعلام على أنه دين العنف و العداة بل دين الدموية. و لاشك أن هذا العمل يشجع الانطواء على الذات و التقوقع و عدم التفتح على الغير و هذا مخالف تماما لما تمثله الحركات الحية في الجاليات الإسلامية.
- يُخيم جو من الحذر و التخوف المتبادل على المستوى الوطني ناتج مباشرة عن جهل المواطنين الفرنسيين المسلمين و ما ينتظره الشعب من توافق ثقافي من طرف مواطنهم المسلمين. إن هذا الجو من الحذر و التخوف و القلق ترسخ تدريجيا و خاصة بعد أحداث 11 سبتمبر التي زادت رسوخا.
- شيوع خطابات شعبية من طرف بعض زعماء الرأي للحصول على نجاح في الانتخابات أو للتصدر الاعلامي أو بناء مستقبل يقوم على مراعاة المصالح الشخصية. إن هذه الاوضاع التي توظف هذه المشاعر من الخوف و القلق لدى الناس قد ولدت أحكاما مسبقة و قناعات ترسخت لدى الرأي العام و أثرت سلبا على نشر ثقافة الحوار.
- مظاهر التمييز و التفرقة المنظمة في مجتمعنا في قطاع التعليم و التشغيل و السكن و وسائل الترفيه و التي أصبحت عقبة أمام مشاركة فعلية للجميع في المجتمع.

ففي تاريخ 17 يونيو 2010، عقدت اتفاقية بين وزير الداخلية لبلدية ما وراء البحر و التجمعات المحلية من جهة و المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية لرصد إحصائي و فعلي لكل التصرفات المعادية لمسلمي فرنسا.

و في تاريخ 23 يونيو 2011، أنشأ المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية مرصد الإسلاموفوبيا و الذي يندد بكل السلوكات المعادية التي تمس مسلمي فرنسا على مستوى التراب الوطني.

المادة الحادية عشرة: تنظيم الديانة الإسلامية في فرنسا

إن غياب التمثيلية الدينية في الإسلام دفعت المسلمين لتنظيم شؤونهم الدينية بالالتفاف حول هيئة تمثل المسلمين في فرنسا و هي " المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية".

لقد أسس هذا المجلس منذ 2003 و هو مؤسسة تعكس تطورا ملحوظا و هو يضم فيديرياليات المساجد، و المساجد المحلية و الجمعيات الدينية و شخصيات محترمة تكون المجلس العام.

إن مبدأ التداول على تسيير المجلس أتاح لمسؤوليه أن يتجمعوا حول القيم المشتركة من أجل الصالح العام و مصلحة الجالية المسلمة بفرنسا. إن مبدأ التسيير المتداول يستمد شرعيته من مبدأ الشورى. (و أمرهم شورى بينهم).

المادة الثانية عشرة: تكوين الأئمة و الإطارات الدينية

منذ تأسيسه عام 2003، أخذ المجلس على عاتقه تكوين الأئمة و الإطارات الدينية . و جعل ذلك من أولوياته لأن هذا التكوين أصبح ضرورة ملحة نظرا للاحتياجات المتزايدة المتعلقة بالتأطير و التوحيد على مستوى الجالية المسلمة.

إن الامام له صلة مباشرة بالمصلين على مستوى المساجد و محلات الصلاة و من هنا فإنه يلعب دورا فعّالا في الإرشاد و نشر قيم التسامح و التفتح على مستوى الشباب في إطار احترام قوانين الجمهورية.

إن تكوين الأئمة و الإطارات الدينية يتم على مرحلتين:

1- التكوين الديني: إن هذا التكوين يشرف عليه المسلمون أنفسهم من خلال الفيديريات المكونة للمجلس.

2- التكوين العام: إنّ هذا التكوين يمكن أن ينظم بالتعاون مع معاهد مختصة في هذا الميدان.

إن المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية يفكر في كيفية تغطية سائر حاجياته المتعلقة بتكوين الأئمة و الاطارات الدينية في فرنسا.

المادة الثالثة عشرة: التقويم الهجري و الأعياد الدينية

عقد المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية ملتقى بباريس بتاريخ 09 مايو 2013 جمع فيه كل الاطارات الدينية على مستوى الفيديريات مع مجموعة من المختصين في علم الفلك للوصول إلى إصدار رزنامة تعتمد على التقويم القمري و تجمع بين اعتماد الحساب و معطيات الفقه الاسلامي.

إن هذه المبادرة اتخذت إثر الطلب الملح لهذه الفيديريات التي تسعى جاهدة لتوحيد صف المسلمين في فرنسا.

و لما كانت مختلف الطرق و المناهج المقترحة تصب في مصب واحد و تلتقي في مجملها على تواريخ محددة ، اتفق على تبني القاعدة التي اقرتها معظم البلدان الاسلامية و التي تأخذ بعين الاعتبار الرؤية الشرعية للهِلال و بدء الصوم في حالة رؤيته. غير أن هذه الطريقة و هذا المنهج يحتاج إلى فترة تحسيسية و تهيئة للجالية المسلمة من طرف المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية و المساجد التابعة له.

و في هذا الاطار و حرصا على وحدة المسلمين في فرنسا فإن المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية قرر اعتماد إحياء ليلة الشك قبل رمضان و قبل شوال في جميع المساجد في فرنسا.

و بعد هذا الاجتماع ليلة الشك في نهاية شعبان و نهاية رمضان، فإن المجلس الفرنسي يقرر بالإجماع بداية و نهاية شهر رمضان.

و حتى يمكن مسلمي فرنسا من تنظيم حياتهم الدينية و تسهيل أداء شعائرهم الدينية في مختلف المناسبات، فقد اتفق على أن المجلس يصدر الرزنامة السنوية التي تذكر التواريخ المحتملة لبداية و نهاية شهر رمضان و كل الأعياد و المواسم الدينية.

و حرصا على تقوية وحدة المسلمين في فرنسا فإن الفيديريات المكونة للمجلس تعبر دائما عن إرادتها في توحيد مواقيت الصلاة مستقبلا.

عيد الاضحى المبارك:

عيد الاضحى أو العيد الكبير هو في الاسلام العيد الثاني و يقع حسب التقويم القمري في اليوم العاشر من ذي الحجة أي الشهر الثاني عشر و الذي هو أيضا شهر الحج إلى بيت الله الحرام.

إن المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية يحث المسلمين على اغتنام فرصة هذا العيد المبارك لإبراز معاني الأخوة و التكافل مع كافة أفراد الجالية الوطنية.

و نظرا لمحدودية المذابح لاستيعاب الأضاحي في يوم واحد فإن المجلس ينصح بالقيام بهذه الشعيرة خلال ثلاثة أيام.

و تجدر الإشارة أن التذكية بالتفويض أمر جائز شرعا و معمول به على نطاق واسع من طرف الحجاج.

و من جهة أخرى فإن التذكية يجب أن تجرى في مذابح مخولة رسميا لذلك من طرف السلطات العمومية و في إطار احترام القواعد السارية المفعول و الأحكام الدينية المتعلقة بالذكاة الشرعية و الصحة العمومية.

المادة الرابعة عشرة: تنظيم الحج إلى بيت الله الحرام

الحج هو الركن الخامس من أركان الاسلام و يعتبر شرعا واجبا مرة في العمر على كل شخص مكاف يملك القدرة المالية و الاستطاعة. و من مقاصد الحج تطهير النفس من الذنوب و المعاصي لنيل رحمة الله تعالى في الحياة الدنيا و في الآخرة.

و يقع الحج في الشهر الأخير من السنة القمرية و هو شهر ذي الحجة و لا يجب أداء هذه الشعيرة عدة مرات في الحياة.

و ينصح المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية القائمين على تنظيم شؤون الحج بالسهر على حسن تنظيمه وفقا للقوانين المرعية من حيث الصحة و الاحكام الشرعية.

المادة الخامسة عشرة: أحكام الأطعمة و الأشربة

إن القرآن الكريم يحث على مراعاة الاحكام المتعلقة بالأطعمة و الأشربة من حيث الحلّ و الحرمة. فقد ورد ذلك فيما يزيد عن أربعة و عشرين آية تتعلق بهذا الباب. و يشترط لحليّة اللحوم المستهلكة من طرف المسلمين أن تكون الذكاة مطابقة للارشادات الدينية لإراحة الأضاحي، و يشترط إخراج الدم من الأضحية مع التلفظ بالبسملة عند الإجهاز على الأضحية باتجاه القبلة.

إن مراعاة هذه الشروط في التذكية هو الشرط الأساسي لاعتبار اللحوم حلالا للاستهلاك. و ينصح المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية القائمين على شؤون التذكية عقلنة تنظيم هذه العملية و مسؤولية مختلف الشركات القائمة على تحسيس مسؤولية الانتاج لضمان حليّة اللحوم المستهلكة من طرف المسلمين في فرنسا.

المادة السادسة عشرة: الحوار الديني

منذ تأسيسه، فقد جعل المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية من أولوياته تشجيع الحوار بين الديانات في فرنسا. و ينبغي للمجلس أن يواصل مهامه من أجل عرض الاسلام كدين سلام و تسامح و ذلك بتكثيف فرص الحوار و الحد من تأثير الأحداث الخارجية على استقرار الجالية المسلمة في فرنسا و عدم بث الكراهية بين مختلف الجاليات المتواجدة في فرنسا.

إن الاسلام في سماحته لا يفرض على الناس حقائقه و لا يُلزم أحدا أن يعتنقه و يحترم معتقدات الآخرين و خاصة أهل الكتاب منهم.

إن حرية الاعتقاد أمر واضح في تعاليم الاسلام و من هنا فإن المساجد و الكنائس و البيع يجب أن تكون محمية من كل اعتداء. (قرآن، سورة 22، الآية 40).

قال الله تعالى: " وَلَوْلَا دَفْعُ اللَّهِ النَّاسَ بَعْضَهُمْ بِبَعْضٍ لَفُتِنَتِ صَوَامِعُ وَبِيَعٌ وَصَلَوَاتٌ وَمَسَاجِدُ يُذَكَّرُ فِيهَا اسْمُ اللَّهِ كَثِيرًا "

المادة السابعة عشرة: الإرشاد الديني

يجب على مصالح الإرشاد الديني على مستوى الجيش و المستشفيات و السجون أن تعمل في انسجام تام و تنسيق محكم مع المجلس الفرنسي للديانة الاسلامية على مستوى هذه المؤسسات الثلاثة.

الإرشاد في السجون: إن مصلحة الإرشاد الديني الوطني على مستوى السجون في فرنسا لا تملك أي ميزانية لهذا الغرض. و يعتمد السير الحسن لهذه المصالح على تبرعات المسلمين أنفسهم لتمكين هذه المصالح من تأدية وظيفتها على أحسن وجه و تعمل أيضا على مراقبة تسرب الافكار الأصولية المتطرفة عن طريق الإرشاد الديني في السجون.

و قد أسست اللجنة الأولى المكلفة بالإرشاد الديني خلال الفترة الأولى من الاعتماد الرسمي للمجلس الفرنسي للديانة الاسلامية ما بين 2003-2005.

و في تاريخ 17 سبتمبر 2006 أسست مصلحة الإرشاد الديني على مستوى السجون بعد المصادقة عليها من المجلس الإداري للمجلس الفرنسي للديانة الاسلامية كما كان الأمر بالنسبة لمصلحة الإرشاد على مستوى المستشفيات و الجيش. و تتمتع مصالح الإرشاد اليوم ب 164 مصلحة تباشر عملها على مستوى القطر الفرنسي في حين أنه لم يكن العدد يتجاوز 44 سنة 2006. و يرجع سبب تكثيف هذه المصالح إلى الطلبات المتزايدة في هذا المجال. و ينبغي اليوم تزويد هذه المصالح بإطارات لها الكفاءة اللازمة لأداء هذه المهمة.

مصلحة الإرشاد على مستوى الجيش:

إن مصالح الإرشاد على مستوى الجيش تقوم بالإرشاد على مستوى إطارات الدفاع الذين يرغبون في ذلك سواء على مستوى الثكنات أو مراكز التكوين. و قد أسست مصلحة الإرشاد الديني على مستوى الجيش من طرف المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية سنة 2005.

و قد تأطرت هذه المصلحة على غرار مثيلاتها في الديانة اليهودية و الكاثوليكية و البروتستانتية، كما أسست إدارة عامة للإرشاد الديني على مستوى الجيش بوزارة الدفاع.

و يولي المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية أهمية كبرى إلى هذه المصلحة التي تلعب دورا هاما في المتابعة و الإرشاد الديني للجنود المسلمين الراغبين في ذلك و يمتد هذا العمل إلى ميادين العمليات العسكرية.

مصلحة الإرشاد على مستوى المستشفيات:

طبقا لما تنص عليه " مصلحة الإرشاد الإسلامي لمستشفيات فرنسا" فإن تأسيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية مكن من وضع مصالح على مستوى المستشفيات. و من مهام هذه المصالح توفير الدعم النفسي و الروحي للمرضى المسلمين و تلبية الطلبات المتزايدة و خاصة بالنسبة للمرضى الذين يعيشون حالات خطيرة في آخر حياتهم. أو المصابين بأمراض مفضية إلى الموت.

و ينبغي أن تجري هذه العملية في إطار الاحترام التام للقانون الفرنسي للصحة العمومية.

المادة الثامنة عشرة: المقابر الإسلامية

يسهر المسلمون بالتعاون مع المصالح العمومية المخولة للحصول على مساحات على مستوى المقابر المحلية تخصص لدفن المسلمين نظرا للطلب المتزايد.

و يلاحظ أن الجيل الحاضر من المسلمين في فرنسا يوارون أمواتهم هنا في فرنسا بخلاف ما كان عليه الأمر سابقا من نقل الجثث إلى بلدانهم الأصلية. فهم يطالبون بتخصيص مساحات على مستوى المقابر هنا على مستوى القطر كله. و إن هذا التحول يعكس إرادة هؤلاء للاندماج باعتبار أنهم فرنسيين قبل كل شيء.

و ينبغي مراعاة الإرشادات و الأحكام الدينية في تهيئة القبور كوجوب كونها باتجاه القبلة و لتحقيق هذه الأغراض فإن المصالح البلدية و الممثلين للمسلمين يجب أن ينسقوا جهودهم للحصول على هذه المساحات المخصصة للأموات المسلمين. و يجب أن نذكر أن هذه الإجراءات تندرج في إطار خدمة اجتماعية أكثر منها دينية و من هنا فإنها لا تمس مبدأ اللائكية و لا تتعارض معه.

و عندما يكون هذا الاختيار إراديا فإن اختيار الشخص ليدفن في أرض المهجر علامة على إرادة التجذر في أرض جديدة و إرادة خلق امتداد للنسب على هذه الأرض.

و من ناحية تكلفة مراسم الدفن فإنه قد تبين بعد دراسة لهذا الموضوع أن التكاليف المتعلقة بالدفن محليا أقل بكثير من تكاليف نقل الجثمان إلى البلد الأصلي. و إذا كان أفراد الجيل الثاني يتساءلون عن موضع دفنهم فلا شك أنهم يفضلون أن يدفن أبناؤهم في فرنسا باعتبار أنها تأوي أول جالية في أوروبا من حيث الكم و تطالب هذه الجالية باندماجها الكامل على المستوى الوطني.

إن الهيئات الرسمية الإسلامية في فرنسا تطرح مسألة الدفن هنا على الأرض الفرنسية لأن هذه المسألة ذات علاقة وثيقة بالاندماج و التجذر. و إذا كان الشرع الاسلامي يرشد إلى دفن الميت في مكان موته، فإن البعض قد أدرك أيضا أن المصالح الفرنسية لا توفر لهم إلا إمكانات محدودة لمواراة الجثث طبقا لهذه الاحكام الشرعية و لكننا نعتقد أنه على امتداد جيلين سيصبح الدفن محليا هو القاعدة و النقل إلى البلدان الاصلية هو الاستثناء.

و من هنا فإنه غدا من الضروري تشجيع الحوار و التعاون مع المصالح العمومية بشأن هذا الموضوع. و منذ سنة 1991، وجه مرسوم إلى محافظي مختلف المناطق ينص على تهيئة هذه المساحات و القطع المخصصة للدفن و ينص المرسوم على أنه من صلاحيات العمدة (MAIRE) أن يقرر "تخصيص قطع على مستوى المقابر البلدية لدفن جثث الاموات المسلمين"

و هذه المبادرة ليست جديدة في الحقيقة لأنها تحوير لبند مرسوم 1975 الذي كان ينص على تجميع جثث الاموات المسلمين الفرنسيين في مساحة مخصصة غير أنه لم يكن يعمل به إلا نادرا.

إن مرسوم 1991 يوسع صلاحيات التنفيذ حتى للأشخاص الأجانب الذين يريدون رغبتهم في أن يدفنوا على أرض البلد الذي استقبلهم و ينص المرسوم أيضا على جواز مراعاة الأحكام الدينية في عملية الدفن.

المادة التاسعة عشرة: تخليد ذكرى المسلمين الذين سقطوا على أرض القتال من أجل فرنسا

إنه من الحق المشروع أن يطالب المسلمون باعتراف و احترام و تخليد ذكرى إخوانهم الذين سقطوا في أرض القتال من أجل حرية فرنسا.

و يحق لهم أيضا المطالبة بالاعتراف بجهودهم من خلال ما قدموه من أعمال و تضحيات على غرار غيرهم من المواطنين لبناء و تشييد صرح بلدهم.

إنّ بناء مسجد باريس و الذي دشّن في 15 يوليو 1926 كان تعبيرا على هذا العرفان من طرف فرنسا تجاه المسلمين بعد أن سقط الكثير منهم خلال الحرب العالمية. إن هذه الفكرة حظيت باهتمام السلطات الفرنسية لتشريف تضحيات عشرات الآلاف من المسلمين الذين سقطوا في ساحة القتال إبان الحرب العالمية الاولى. و على وجه التحديد في فردان لتحرير فرنسا عام 1916، و في كاسينو عام 1944 و المكسيك عام 1861 و كريمي عام 1853 و سدان عام 1870 و تجسيديا لهذا العرفان و تخليدا لهذه الذاكرة فإن نصبا تذكاريًا قد دشّن في مسجد باريس الكبير بحضور رئيس الجمهورية بتاريخ 18 فبراير 2014.